



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **Réseau Routier National**

---

### **RÈGLEMENT DE CONSULTATION POUR L'ATTRIBUTION D'UN CONTRAT DE CONCESSION DE TRAVAUX PUBLICS ASSORTIE D'OBLIGATIONS DE SERVICES PUBLICS**

**(procédure restreinte / Phase CANDIDATURE)**

**Objet : DÉPLOIEMENT DES INFRASTRUCTURES DE RECHARGE POUR  
VÉHICULES LÉGERS ÉLECTRIQUES SUR 10 AIRES DE REPOS**

**Date et heure limite de réception des candidatures**

**Lundi 1er septembre 2025 à 12h00**

# Table des matières

<b>PARTIE 1 : DESCRIPTION DU PROJET</b>	<b>3</b>
Article 1. Objet de la consultation	3
Article 2. Caractéristiques du Projet	3
<b>PARTIE 2 : DESCRIPTION DE LA PROCÉDURE</b>	<b>4</b>
Article 3. Phase Candidatures	4
Article 4. Phase Offres	6
Article 5. Modalités de dépôt des candidatures	7
Article 6. Renseignements complémentaires	7
Article 7. Instance de recours	8

## PARTIE 1 : DESCRIPTION DU PROJET

### Article 1. Objet de la consultation

#### Contexte du projet

Le Ministère de la Transition écologique (ci-après « **l'État** »), représenté par le préfet coordonnateur des itinéraires routiers (PCIR), préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, préfet de la Gironde, souhaite attribuer un contrat de concession de travaux publics assortie d'obligations de services publics portant sur la conception, la construction, le financement, l'exploitation, l'entretien et la maintenance des bornes de recharge pour véhicules légers électriques et installations nécessaires à leur raccordement au réseau électrique sur 10 aires de repos du réseau routier national non concédé (ci-après la « Concession »).

Le titulaire de la Concession (ci-après le « **Concessionnaire** ») sera chargé d'assurer la conception et la réalisation de l'infrastructure de recharge pour véhicules électriques (IRVE) (génie civil, station et bornes de recharge, raccordement au réseau de distribution électrique, stationnement des véhicules, signalisation, travaux de voirie et réseaux divers, etc.), ainsi que d'assurer son exploitation et sa maintenance, pendant toute la durée de la concession.

Le périmètre de la Concession porte sur les 10 aires de repos suivantes situées dans les départements de la Charente, la Charente-Maritime, la Gironde, les Deux-Sèvres et la Vienne, tel que présenté dans l'annexe Plans des aires de repos.

Département	Voie	Commune	Nom	Trafic véhicule 2024 (TMJA)
33	A63	Mios	Aire de Gargails Ouest	34 290 (20 % de PL)
33	A63	Mios	Aire de Gargails Est	31 150 (20 % de PL)
16	RN10	Touverac	Aire de La Grolle	25 620 (38 % de PL)
16	RN10	Vignolles	Aire de Pont à Brac	24 940 (38 % de PL)
79	RN10	Limalonges	Aire des Maisons Blanches	19 110 (35 % de PL)
86	RN10	Vivonne	Aire des Vieilles Etables	13 160 (23 % de PL)
86	RN10	Vivonne	Aire des Brandes de Cercigny	13 370 (23 % de PL)
17	RN11	Sainte-Soulle	Aire de Usseau Nord	19 870 (8,7 % de PL)
16	RN141	Champniers	Aire de Trottechien	13 580 (22 % de PL)
16	RN141	Saint-Projet-Saint-Constant	Aire de Claude Bonnier	25 022 (18,5 % de PL)

Tous les niveaux de trafics constatés sur le réseau routier national de la Direction Interdépartementale des Routes Atlantiques peuvent être consultés annuellement à l'adresse suivante :

<https://www.dir.atlantique.developpement-durable.gouv.fr/cartes-de-trafics-moyen-annuel-r137.html>

Seules certaines emprises à l'intérieur de ces aires sont mises à disposition du Concessionnaire, tel que décrit dans l'annexe Plans des aires de repos. À ce stade de la procédure, cette annexe est indicative, les emprises sont susceptibles de faire l'objet d'une évolution entre la phase candidature et la phase offre.

#### Procédure de sélection : Phase de candidature

La présente « Phase de Candidature » est lancée dans le respect des dispositions du Code de la commande publique et notamment du titre II du Livre 1er de la troisième partie des parties législative et réglementaire (notamment les articles L.3121-1, L.3122-1, L.3123-18 et suivants, R.3122-1, R.3122-1, R.3126-3 et R.3123-11 du Code de la commande publique).

Elle a pour objectif de sélectionner des candidats et n'a pas pour vocation à détailler l'ensemble des aspects juridiques et techniques du Projet.

Ces aspects seront précisés lors de la « Phase Offres ».

### Article 2. Caractéristiques du Projet

Le Concessionnaire devra concevoir, construire, financer, exploiter, entretenir et maintenir les installations et équipements concédés ainsi que les activités y afférentes, à ses frais, risques et périls, conformément aux

dispositions de l'article L.1121-4 du Code de la commande publique et dans les conditions fixées dans le dossier de consultation qui sera communiqué aux candidats retenus à l'issue de la Phase de Candidatures.

Au titre de la Concession, le Concessionnaire se verra octroyer un droit de jouissance et d'occupation. Il ne disposera pas de droits réels sur le domaine public routier national au sens de l'article L.2122-6 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Il est envisagé de fixer la durée de la concession à vingt (20) années à compter de la date de signature de la convention de concession.

## **PARTIE 2 : DESCRIPTION DE LA PROCÉDURE**

L'État souhaite que le Concessionnaire ait la capacité d'assurer la conception, la construction et le raccordement des installations IRVE pour une mise en service sur chacune des aires au plus tard dans un délai de 60 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la Concession. Le nombre de points de recharge, de bornes IRVE, leurs caractéristiques et les mesures évolutives seront laissés libre à la proposition du concessionnaire, un minimum sera néanmoins fixé.

### **Article 3. Phase Candidatures**

#### **Date limite de remise des dossiers de candidature**

Les personnes souhaitant manifester leur intérêt pour occuper et exploiter les emprises devront remettre à la personne publique un dossier comportant l'ensemble des pièces listées ci-après :

**Avant le 1<sup>er</sup> septembre 2025 à 12h00.**

Les envois reçus après la date et l'heure fixées ci-dessus ne seront pas retenus et ne seront pas ouverts.

#### **Contenu du dossier de candidature**

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME) en version électronique disponible sur le profil acheteur :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises/>

Ils peuvent aussi utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).

Le dossier de candidature devra comporter les éléments suivants :

#### **a – Situation propre des opérateurs économiques, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession**

- a. Une note de présentation générale de la société ou du groupement de sociétés, précisant son statut juridique et sa qualité à agir dans ce dossier de candidature (maximum 4 pages) ;
- b. une lettre de candidature (désignation du mandataire par ses cotraitants) (formulaire DC1 disponible sur « Les formulaires de déclaration du candidat | [economie.gouv.fr](http://economie.gouv.fr) », ou équivalent) ;
- c. une déclaration du candidat individuel ou des membres du groupement (formulaire DC2 disponible sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr), ou équivalent) ;
- d. le cas échéant, un engagement écrit pris par le ou les opérateurs économiques dont le candidat se prévaut, sous leur entête respectif, actant du principe de son/leur intervention pour exécuter la concession aux côtés du soumissionnaire, une fois ce dernier désigné attributaire par l'acheteur public ;
- e. le pouvoir de la (ou des) personne(s) habilitée(s) à engager le candidat ou le groupement ;
- f. un extrait KBis ou équivalent datant de moins de 3 mois ;
- g. une déclaration sur l'honneur attestant :
  - 1° Que le candidat, ou chaque membre du groupement, ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles L.3123-1 à L.3123-10 du code de la commande publique ;
  - 2° Que les renseignements et documents relatifs à ses/leurs capacités et à ses/leurs aptitudes sont exacts ;
- h. toutes attestations d'assurances en lien avec le Projet en cours de validité.

### **b – Capacité technique et professionnelle :**

Un mémoire (maximum 15 pages) de présentation du candidat ou des membres du groupement, précisant son statut juridique, sa qualité à agir dans ce dossier de candidature et décrivant les moyens et l'expérience du candidat ou du groupement pour assurer le financement, la conception, la construction et l'exploitation d'IRVE, notamment illustrée par les effectifs moyens annuels dédiés à cette activité sur les 3 derniers exercices, l'organigramme opérationnel de chaque membre du groupement et l'organisation entre les membres du groupement et l'expérience du candidat ou du groupement dans le domaine (nombre de stations exploitées en France Métropolitaine, organisation de l'exploitation...).

Ce mémoire présentera les qualités technique et organisationnelles mises en œuvre lors des trois (3) principales références similaires, de taille comparable à l'objet de la consultation : contexte – financement – éléments techniques – plannings de réalisation – raccordement et mise en service des installations – modalité de réalisation – montant des opérations – descriptif sommaire des équipes projet et de l'organisation mise en œuvre – retour d'expérience sur l'exploitation en cours – et toute autre information jugée pertinente par le candidat.

### **c – Capacité économique et financière :**

Le candidat ou chaque membre du groupement candidat produit :

- Un mémoire sur sa capacité financière, démontrant sa capacité de financement (maximum 4 pages) ;
- Les bilans et comptes annuels pour les trois derniers exercices ;
- Les chiffres d'affaires des activités similaires à l'objet de la concession pour les trois (3) dernières années (maximum 1 page).

### **Sélection des candidatures**

L'État envisage de sélectionner **5 candidatures** en vue de la « Phase Offres », sous réserve, d'une part, du nombre de candidatures suffisant et, d'autre part, de la qualité suffisante des candidatures présentées.

Tout dossier de candidature qui ne respectera pas le contenu imposé décrit ci-dessus ou qui contiendra des pièces excédant le nombre maximum de pages sera considéré comme irrégulier et par conséquent écarté.

Les candidatures seront analysées sur la base des critères suivants et notés sur 20 points :

#### 1) Critère « Capacité technique et professionnelle » sur 14 points :

- a) Qualité technique et organisationnelle mise en avant pour le financement, la conception, la construction et l'exploitation d'IRVE dans les trois principales opérations similaires à l'objet de la consultation, pour 7 points.
- b) Moyen et expérience dans le domaine de l'installation, du raccordement et de l'exploitation d'installations IRVE, pour 6 points.
- c) Effectifs moyens annuels sur les 3 derniers exercices, pour 1 point.

#### 2) Critère « Capacité économique et financière » sur 6 points :

- a) Capacité financière du candidat ou des membres du groupement, sur 3 points.
- b) Chiffres d'affaires et investissements réalisés par le candidat dans le domaine d'activité sur les 3 derniers exercices, pour 3 points.

Les opérateurs économiques peuvent se porter candidats individuellement ou sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint, avec mandataire solidaire.

Il est interdit aux soumissionnaires de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- 1° en qualité de soumissionnaires individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- 2° en qualité de membres de plusieurs groupements.

Dans le cadre d'une candidature en groupement, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

Il est précisé que dans le cas où un candidat envisage la **création d'une société dédiée**, l'actionnariat de celle-ci devra être intégralement et directement détenu par le candidat (en cas de candidature individuelle) ou réparti directement entre les différents membres du groupement (en cas de candidature groupée). Une telle obligation ne fait pas obstacle à la modification éventuelle de la répartition du capital de la société dédiée dans les conditions et limites fixées par le contrat de concession.

La composition des groupements candidats ne peut pas être modifiée, ni par suppression ni par ajout de membres, jusqu'à la signature du contrat de concession.

## Article 4. Phase Offres

### Contenu

La personne publique invitera les candidats retenus lors de la première phase à formuler une offre initiale sur la base d'un dossier de consultation « Phase offres » qui comprendra notamment, un règlement de consultation pour la phase « Offres », un projet de convention de concession et ses annexes ainsi qu'un dossier technique.

La personne publique se réserve le droit, le cas échéant, d'engager des négociations avec les candidats.

Conformément à l'article L.3124-1 du Code de la commande publique, la négociation ne pourra pas porter sur l'objet de la concession, les critères d'attribution ou les conditions et caractéristiques minimales indiquées dans les documents de la consultation qui seront transmis aux candidats invités à remettre une offre.

L'autorité concédante (l'État) se réserve toutefois le droit d'attribuer le contrat de concession, sur la base des offres initiales, sans négociation.

### Calendrier indicatif

Le calendrier prévisionnel de la présente consultation s'établit comme suit :

- Date limite de remise des candidatures : 1er septembre 2025 ;
- Date d'envoi du dossier de consultation « Phase offres » aux candidats retenus : 15 octobre 2025 ;
- Date limite de remise des offres (indicative à ce stade) : 15 février 2026.

### Critères de sélection des offres

L'autorité concédante (l'État) examinera l'offre des candidats pour établir un classement. Chaque offre obtiendra une note sur 100, sur la base des critères suivants :

Critères	Pondération
<b>1. Le programme d'investissements, de travaux et d'installations</b> qui sera apprécié au regard des sous-critères suivants :	<b>20 points</b>
i. La qualité du programme d'investissements, de travaux et d'installations (qualité architecturale, insertion paysagère et environnementale, compensation du stationnement, ombrières photovoltaïques...) ;	12 points
ii. Mesure de protection de l'environnement en phase travaux (bruit, déchet, pollution accidentelle...) ;	2 points
iii. Le calendrier de réalisation des études et travaux de construction, comprenant une date de mise en service des installations pour chacune des aires.	6 points
<b>2. Les activités exploitées et le niveau de service</b> qui seront appréciés au regard des sous-critères suivants :	<b>40 points</b>
i. La somme annualisée des points de charge disponibles sur la durée de la concession (nombre de véhicules pouvant se stationner sur une place identifiée et ayant la possibilité de charger simultanément) ;	20 points
ii. La puissance totale de raccordement excédentaire en moyenne par aire au terme de la concession	10 points
iii. La diversité et la quantité de l'offre optionnelle, ainsi que la qualité des engagements des candidats pour assurer la plus haute qualité de service aux usagers.	10 points
<b>3. L'équilibre économique de la concession</b> qui sera apprécié au regard des sous-critères suivants :	<b>30 points</b>
i. Le pourcentage du chiffre d'affaires HT permettant le calcul de la Redevance Proportionnelle proposé par le candidat tel qu'il ressort des compléments apportés par le candidat dans le projet de convention de concession ;	16 points

<i>Critères</i>	<i>Pondération</i>
ii. Le montant du tarif maximal de vente de l'électricité aux usagers tel qu'il en ressort des engagements du candidat en termes de modération tarifaire inscrit dans le projet de convention de concession.	14 points
<b>4. Les engagements sociaux et environnementaux</b> qui seront appréciés au regard des sous-critères suivants :	<b>10 points</b>
i. Les mesures prises en faveur du développement durable ;	5 points
ii. Les mesures pour l'insertion professionnelle des publics en difficulté (en phase chantier et en phase exploitation).	5 points

### Issue de la procédure

L'ensemble des dépenses occasionnées par la participation à la consultation est à la charge des candidats. Si la présente procédure est suspendue, voire déclarée, sans suite l'État n'indemniser pas les candidats au titre de leur participation à la présente consultation.

### Article 5. Modalités de dépôt des candidatures

Si plusieurs candidatures sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière candidature reçue par le maître de l'ouvrage dans le délai fixé pour leur dépôt sur la plateforme prévue à cet effet.

Les offres seront obligatoirement remises par échange électronique sur la plateforme de dématérialisation <http://www.marches-publics.gouv.fr>, sous la référence publique **DIRA-MIMO-25-19**.

Lors de la première utilisation de la plateforme de dématérialisation, le candidat installera les prérequis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La transmission des candidatures se fera selon les modalités suivantes :

- les candidatures devront parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- la date et l'heure qui seront prises en compte par le pouvoir adjudicateur correspondent au dispositif d'horodatage de la plate-forme. Le fuseau horaire de référence est celui de Paris ;
- la durée de la transmission des candidatures étant fonction du débit de l'accès internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, les candidats sont invités à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de leurs candidatures ;
- les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- les documents à fournir, conformément à l'article 3 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés ; ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format zip ; leurs noms devront être suffisamment explicites.

Les documents de candidature énumérés au présent avis, transmis par voie électronique, seront signés électroniquement selon les modalités détaillées à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

### Article 6. Renseignements complémentaires

#### Précisions relatives à l'élaboration du dossier de candidature

La langue utilisée pour présenter les candidatures (et les offres) est le français.

Conformément à l'article R.2143-16 du Code de la commande publique, les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère ne sont acceptées que si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée.

S'il demande à un candidat de fournir un certificat, une attestation ou tout autre document prouvant qu'une exigence a été satisfaite, l'acheteur public acceptera tout document équivalent d'un autre État membre de

l'Union européenne. La remise de documents sous forme d'original, de copie certifiée conforme ou de traduction certifiée, ne sera pas requise, sauf si cela est justifié par une raison impérieuse d'intérêt général.

### **Échanges avec l'acheteur public**

Pour tout renseignement complémentaire concernant le présent avis ou le Projet, les candidats devront faire parvenir au plus tard douze (12) jours calendaires avant la date limite de réception des candidatures, une demande écrite via la plateforme Place.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, au plus tard sept (7) jours calendaires avant la date limite de réception des candidatures.

### **Tout échange en dehors de la plateforme Place sera refusé.**

Les candidats devront également utiliser les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), ils recevront en retour une réponse par voie électronique par l'intermédiaire de cette plate-forme.

### **Article 7. Instance de recours**

L'instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est :

Tribunal administratif de Bordeaux

9 rue Tastet

33000 Bordeaux

Téléphone : 05 56 99 38 00

Courriel : [greffe.ta-bordeaux@juradm.fr](mailto:greffe.ta-bordeaux@juradm.fr)

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivants la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique (Conseil d'État, Assemblée, 4 avril 2014, n° 358994, *Département de Tarn-et-Garonne*).